

ARRETE N° 2023 - 269

COMMUNE DE CHILLY-
MAZARIN

**AUTORISATION DE TRAVAUX
DELIVREE PAR LA MAIRE AU NOM DE L'ETAT
Au titre de l'Accessibilité et de la Sécurité
des Etablissements Recevant du Public**

Demande déposée le 25/08/2023		N° AT0911612310012
Par :	COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN	
Demeurant à :	Place du 8 Mai 1945 91380 CHILLY-MAZARIN	
Représenté par :	Mme Rafika REZGUI	
Pour :	Travaux d'aménagement au centre de loisirs Les Albatros	
Sur un terrain sis à :	84 Rue de Gravigny 91380 CHILLY-MAZARIN	

La Maire,

VU la demande d'autorisation de travaux susvisée,

VU la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU le Code de l'urbanisme,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L111-8, R 111-19-9 et R 123-23,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2131-1 et L.2131-2,

VU le décret n° 2014-1264 du 23 octobre 2014 modifié relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation »,

VU l'arrêté n°147-20 du 4 juin 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Eddy POLICE, Conseiller Municipal délégué à l'urbanisme réglementaire,

VU l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires – bureau Accessibilité et construction durable au titre de l'accessibilité en date du 30/08/2023,

VU l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours - Groupement Prévention, en date du 08/09/2023,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation de travaux est **ACCORDEE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions énoncées dans les avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours - Groupement Prévention et de la Direction Départementale des Territoires – bureau accessibilité et construction durable seront strictement respectées.

ARTICLE 3 : La présente décision est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au préfet dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.



Fait à Chilly-Mazarin, le 13/10/2023

Le conseiller municipal délégué à l'urbanisme
réglementaire

Eddy POLICE